

Les RDV de la mondialisation - 18/06/09, CAS – CEPII
Quels défis pour l'agriculture mondialisée? Nourrir 9 milliards d'individus en 2050 ?
Intervenants : S. Treyer, L. Roudart, JP. Butault, H.Guyomard Animateur : M.Mazoyer

Compte-rendu de Marie-Sophie Dedieu, SSP / SDPE

« Le défi alimentaire en 2050 à travers la prospective Agrimonde », Sébastien TREYER

Les travaux de prospective Agrimonde de l'INRA et du CIRAD évaluent les capacités régionales à satisfaire les besoins alimentaires locaux pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire mais aussi de développement local. Grâce à un modèle d'équilibre emplois/ressources, deux scénarios sont envisagés, *Agrimonde Global Orchestration*, issu des travaux du *Millenium Ecosystem Assesment*, et *Agrimonde 1*, scénario de rupture, de durabilité et d'intensification écologique, élaboré à partir des travaux de Michel Griffon. Ces deux scénarios sont finalement plutôt optimistes quant aux possibilités de nourrir le monde en 2050, mais soulignent les fortes disparités géographiques, et donc la nécessité des échanges internationaux. L'augmentation de la production, dans le scénario Agrimonde 1 est liée à une augmentation des surfaces cultivées, mais des déficits régionaux demeurent. Le scénario Agrimonde GO est plutôt fondé sur une augmentation des rendements, mais nécessite tout même le développement des terres cultivées, notamment la conversion de forêts en terres agricoles. Au delà de résultats quantitatifs sur la production agricole future, les travaux soulèvent les problématiques de développement agricole et rural, d'innovation, de gestion des ressources naturelles, de durabilité sociale, en particulier liée aux régimes fonciers, d'évolution des comportements alimentaires et de gouvernance internationale.

« Les terres cultivables sont-elles une ressource rare? » Laurence ROUDART

Les données de l'IIASA¹, du GTAP², du SAGE³ et de la FAO permettent d'évaluer les disponibilités en foncier agricole à l'échelle globale. Un tiers des 14000 millions d'ha de terres émergées est considéré, selon ces données, comme terres cultivables. 40 % de ces terres cultivables sont actuellement en culture (11 % des terres émergées), dont 65 % qui sont utilisées pour la production de céréales. Il resterait donc davantage de terres cultivables (2590 Millions d'ha) que de terres en culture (1560 millions d'ha). Toutefois, ces proportions diffèrent selon les régions. Les disponibilités seraient majoritairement situées en Amérique Latine et Afrique subsaharienne (15 % des terres cultivables cultivées), dans une moindre mesure en Amérique du Nord et en Russie (50 % des terres cultivables cultivées), alors que pratiquement toutes les surfaces cultivables sont en production en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La production alimentaire pourraient être multipliée par 3,6 si les forêts sur terres cultivables étaient converties en cultures (soit ¼ des forêts). Les scénarios quant au changement climatique (7 scénarios selon l'augmentation de température considérée) aboutissent à une diminution des terres cultivables en Amérique du Sud, en Amérique centrale et en Afrique. Cette diminution est cependant largement compensée par une augmentation des terres cultivables en Amérique du Nord, au Nord de la Russie ainsi qu'en Asie. Contrairement aux idées reçues, les infrastructures pèsent peu dans les terres cultivables (5 %). Finalement, les terres cultivées pourraient être doublées sans convertir de forêts, et, au delà de l'extension des surfaces agricoles, on peut aussi miser sur une augmentation du potentiel de rendement. « *La faim dans le monde relève davantage de limites économiques et sociales que de l'ingratitude de la*

1 International Institute for Applied Systems Analysis : centre de recherche pour le développement international, basé en Autriche.

2 Global Trade Analysis Project

3 Sustainable Agriculture Education (Etats-Unis)

nature », indique Laurence Roudart.

L'intervention devait initialement porter sur les achats de terres agricoles par des investissements étrangers, mais, considérant le manque, pour l'instant, de travaux scientifiques à ce sujet, l'objet de l'intervention a été réorienté.

Il a été souligné que les résultats des études concernant les disponibilités en terres cultivables varient selon que l'on considère ou non les terrains pentues.

Marcel Mazoyer a rappelé au cours du débat qu'il serait possible de multiplier par deux les rendements en Afrique, où 90 % des exploitations ne disposent que d'outils manuels correspondant à des investissements de 10 à 20 euros. La sécurité alimentaire relève de la solvabilité de la demande et nécessiterait une augmentation des revenus agricoles, la diminution du chômage, etc.

« Comment gérer l'instabilité des prix agricoles? » Jean-Pierre BUTAULT

Comment gérer l'instabilité des marchés agricoles ? Avant de répondre à cette question, les causes d'instabilités des marchés sont présentées au travers de l'exemple des lois dites de KING⁴ et d'EZEKIEL⁵. Outre ces deux fondamentaux, selon certains, la libéralisation des marchés agricoles porterait les sources de cette instabilité, alors que pour d'autres les marchés « *génèreraient des contre-poids* » à ces fluctuations. Selon Jean-Pierre Butault, la libéralisation des marchés agricoles étant loin d'être terminée, en Europe comme aux États-Unis, elle ne peut être accusée comme source d'instabilité, qui reste globalement inexpliquée.

Les fluctuations des prix agricoles étant néfastes tant pour le revenu des producteurs que pour les consommateurs, quels sont les outils qui permettent d'y remédier? Le soutien des prix, certes bénéfique pour la protection des marchés dans des zones en développement, induit des « *pertes de bien-être* » et des distorsions sur les marchés. La gestion de l'offre par des quotas réduit les incertitudes des producteurs, mais, en l'absence d'échange marchand des droits à produire, elle fige la structure de la production et bénéficie finalement à des agents non visés (capitalisation dans le foncier, propriétaires bénéficiaires). Toutefois, un contingentement flexible peut apporter des réponses, mais seulement *partielles*. Les assurances peuvent aussi induire des distorsions et elles nécessitent souvent des financements publics. Finalement, tant que l'on ne connaît pas les causes de l'instabilité des prix, on ne peut imaginer d'instrument adapté.

Le contexte est cependant différent dans les pays en développement (PED) pour qui des outils similaires à ceux de la PAC pourraient être bénéfiques. Étant donné la nécessité des échanges internationaux de produits agricoles entre régions excédentaires et déficitaires, la concertation internationale sur les politiques agricoles est nécessaire afin d'éviter les perturbations internationales, et la constitution de stocks mondiaux serait une des solutions, mais elle pose la question de son financement et de sa gestion.

« Les conséquences de la PAC 2013 sur les pays en développement » Hervé GUYOMARD

La PAC a permis la stabilisation des marchés européens, mais quelle a été son influence sur les PED? Dans une analyse de long terme, l'influence des politiques agricoles et commerciales européennes s'est fait ressentir sur les productions locales des PED et les cultures d'exportation ont été encouragées. Suite à ces différentes réformes, cette influence a toutefois diminué; mais les effets

4 Du fait de l'inélasticité de la demande, une faible variation de l'offre induit une forte variation de prix.

5 Evolution chaotique des marchés liée aux cycles de production agricoles et aux réactions des producteurs face au risque.

sont variables selon les produits et les pays, sujets à des degrés de protection différenciés (fonction du degré de transformation du produit, cas du sucre, de la banane; cas des accords ACP, TSA, SPG...). La volatilité des prix agricoles, en Europe et à l'international, pose la question de la sécurisation des investissements dans les PED, et le traitement spécial et différencié dont ils bénéficient est insuffisant. On pourrait alors penser à la création de blocs régionaux bénéficiant de protection au sein des PED, et à une PAC qui réponde quant à elle aux enjeux de stabilisation, d'environnement, de territoire, de qualité et de sécurité alimentaire, et qui favorise l'organisation des producteurs pour faire face à la concentration de l'aval : une PAC qui « *légitime mieux* » les soutiens. Tout l'enjeu se situe autour des grandes décisions politiques et économiques, qui ne sont souvent déclenchées que par d'importantes crises. Sans échanges internationaux, le défi alimentaire ne pourra être relevé, et une concertation des politiques locales et nationales est nécessaire à l'échelle internationale. Or, on constate aujourd'hui l'échec du multilatéralisme des échanges à Doha et au développement désastreux pour bon nombre de pays du bilatéralisme.

Des initiatives sont en cours : le partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation, issu de la proposition du G8 de 2008, les initiatives du GIEC...

La hausse récente des prix des produits agricoles a soulevé certaines questions. Selon Hervé Guyomard, on est dans l'incapacité de quantifier l'importance des différents facteurs, et on est plus largement dans l'incapacité d'expliquer la hausse des cours des matières premières. Le rôle de la spéculation est évoqué, argument auquel Marcel Mazoyer répond que c'est bien la diminution des stocks mondiaux qui est à l'origine de la hausse des prix, à laquelle se sont ensuite ajoutées des spéculations. Selon lui, les prix nationaux ainsi que la régulation de l'offre sur les marchés internationaux sont les clés de la sécurité alimentaire.